

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 189

Rubrik: Jura

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Des comités de salut public pour sauver les régions européennes en déclin

Que ce soit à l'échelle mondiale, européenne ou nationale, le capitalisme est caractérisé par un développement régional inégal. Ce n'est pas une découverte. Marx avait déjà constaté, à propos de l'Inde, que l'industrialisation de quelques pays avait pour corollaire, dès ses débuts, la non-industrialisation d'autres contrées. Depuis une dizaine d'années, le problème se pose avec une acuité accrue en Europe occidentale.

Au développement de certains pôles correspond le déclin inéluctable d'autres régions (Sarre, Palatinat, Lorraine, Styrie, Jura suisse, etc.). Pour ces dernières, condamnées par la restructuration capitaliste sur le plan européen et mondial, cela signifie fermeture d'usines, chômage, dépeuplement, implantation militaire. Afin de sensibiliser les populations de ces régions et de susciter une riposte internationale des travailleurs de l'usine et de la terre, les groupes Hydra (Suisse et Allemagne) et Spartakus (Autriche) ont entrepris une vaste campagne d'information. Le Congrès international contre la récession, qui s'est tenu à Delémont les 1^{er} et 2 juillet, s'inscrivait dans ce contexte.

Bien que le Jura, à cause de la restructuration de l'industrie horlogère, figure parmi les régions menacées de récession, cette conférence n'attira qu'un nombre restreint de Jurassiens, une trentaine de militants de gauche et d'extrême-gauche déjà sensibilisés au problème du développement régional inégal. Cela signifie-t-il que les syndicalistes, les responsables politiques, les autonomistes et les séparatistes se désintéressent de l'avenir économique du Jura ? La réflexion est-elle conditionnée par l'étiquette idéologique ?

Cette réunion permet d'entendre une série d'ex-

posés et de témoignages directs de représentants des régions ouvrières et paysannes belges, françaises, allemandes, hollandaises et suisses. A partir de cas précis, tels que la destruction de la petite paysannerie en Suisse et en Allemagne, la fermeture des charbonnages en Sarre, en Lorraine et en Belgique, celle de fabriques de textile, de papier et de chaussures en Hollande, le licenciement d'ouvriers à Schirmeck (Alsace), les militants des groupes Hydra et Spartakus évoquent quelques-uns des problèmes engendrés par la récession économique : la jeunesse est directement touchée à travers la déqualification professionnelle, l'émigration voire la « criminalisation » ; la destruction systématique de la petite paysannerie a pour corollaire l'implantation de l'armée (Fribourg, Franches-Montagnes) ; le désespoir qui frappe les populations des régions menacées les rend vulnérables à la propagande d'extrême-droite ; les syndicats et les partis ouvriers ont été jusqu'ici incapables d'agir sur le plan international ou de s'élever au-dessus des préoccupations électoralistes.

Les porte-parole de Hydra et de Spartakus pré-

sentèrent également un programme d'action, lequel prévoit la création de « comités de salut public », gérant les impôts versés par les contribuables afin que ces capitaux soient investis dans la région même. La restructuration et la modernisation de l'appareil de production ne doit pas se faire aux frais des travailleurs, mais par un prélèvement fiscal sur les revenus des grandes firmes multinationales. Une partie du budget militaire devrait servir à la défense économique des régions menacées de récession.

Dans l'immédiat, Hydra et Spartakus préconisent le refus de toute fermeture d'usine et de tout licenciement qui ne serait pas assorti d'une alternative acceptable et l'opposition à l'implantation de places d'armes et au renforcement de l'appareil répressif. Ils ont l'intention de soumettre ce programme aux autorités et aux habitants des régions concernées. Lors de la discussion qui suivit, un interpellateur fit remarquer à juste titre que la défense de ces régions ne saurait se limiter à un tel programme. Pour être efficace, cette action devrait porter nécessairement sur les centres de décision situés ailleurs.

Us et coutumes

L'hebdomadaire allemand Wirtschaftswoche a établi, il y a quelque temps, une comparaison du prix de construction, dans divers pays, d'un bungalow « Contracta » (surface construite : 75 m²). Les prix sont en mark allemand ; l'aménagement, ainsi que le mode de construction, correspondent aux usages locaux. Les résultats : Espagne 35 000 DM, Madère/Portugal 48 000 DM, Italie 69 500 DM, Autriche et Allemagne 99 500 DM, et Suisse 119 000 DM.

En Suisse aussi

Combien de journaux ont mis en évidence le militantisme des partisans du sénateur McGovern ? Or, il est aussi possible de s'engager en Suisse : le comité en faveur de l'initiative prévoyant l'interdiction de l'exportation d'armes cherche, en Suisse alémanique, un millier de partisans s'engageant à verser mensuellement 10, 20 50 francs (ou plus), pendant quelques mois, pour défendre l'initiative avec des moyens plus importants.